N°1
octobre 2000
Numéro un

PLPL

Pour Lire Pas Lu

Le journal qui mord et fuit...

Prix : 10 F

Le Monde... RÉEL

Le cœur de l'idéologie dominante bat dans les colonnes du *Monde* comme sur les ondes de TF1. Chaque jour, ce journal détermine l'agenda éditorial du reste de la presse. Créé en 1944 pour équilibrer le pouvoir de l'argent et des trusts, *Le Monde* rêve à présent d'être coté en Bourse. Comme TF1. Depuis cinq ans, le quotidien « de référence » a multiplié ses liens de servitude financière avec les plus grands groupes capitalistes français (Bouygues, Lagardère, Vivendi, Pinault). Coïncidence ? Cette publication crépusculaire révère marchés financiers et marchands de canons. Elle frétille à l'idée de gagner des millions. Comme le soir, sur TF1.

Simultanément, *Le Monde* continue de plastronner : il serait le contre-pouvoir, un journal « citoyen » qui sort les « affaires » et qui enquête. Le mettre en cause serait mettre en péril la liberté. Mais ses « révélations » de scandales politiques, savamment mises en scène et précisément ciblées, cherchent surtout à dissimuler la frénésie marchande qui a saisi ce quotidien racoleur ruisselant de ragots et de rumeurs.

Le succès de l'entreprise ne s'explique pas seulement par la rouerie des cochers du *Monde*, Jean-Marie Colombani, Edwy Plenel et Alain Minc, trio de pitres coiffés de mitres. Non : si le journal donne encore le change c'est qu'il fait peur ! Ceux qui le respectent sont rares, mais plus rares encore ceux qui le critiquent sans baisser la voix. Les quelques titres qui auraient vocation à démasquer sa ligne capitaliste gravitent souvent eux-mêmes dans son orbite financière. Et nombre de tribuns supposés de la gauche radicale ne survivent que grâce à ses articles de complaisance, quand ils ne se roulent pas à ses pieds pour être publiés – voire simplement cités – dans ses colonnes avilies.

Mais à compter d'aujourd'hui, *PLPL* proclame la fin du *Monde*.

● ● ● Lire pages 3 à 6

La laisse d'or

Richissimes l'un et l'autre, Jean-Marie Messier (Vivendi) et Alain Minc (*Le Monde*) viennent de publier, chacun dans son coin, un livre célébrant l'argent et ceux qui le détiennent. Pourquoi auraient-ils payé pour la publicité puisqu'elle fut gratuite grâce aux bon services des journaux qu'ils possèdent et des journalistes qui picorent dans leur main ? Leurs livres sont nuls. Mais ils sont partout. La presse a bien mérité sa laisse d'or collective, décernée par *PLPL* après avoir été arrachée de haute lutte aux glandes salivaires de BHL, précédent détenteur du titre, qui la serrait entre ses dents comme un os, tant il y tenait.

Résumons : *Le Point* a consacré onze pages à un « débat » Minc-Messier (Minc est le principal conseiller de Pinault, propriétaire du *Point*). Sous la plume de Laurent Mauduit, *Le Monde* a salué, longuement, avec indépendance, le livre de son président du conseil de surveillance. *Le Nouvel Observateur* a consacré quatre de ses rarissimes pages non publicitaires à l'essai bâclé de Minc (dont une écrite par Minc lui-même et deux par Joffrin, son ancien copain de la Fondation Saint-Simon). Quant au livre de Messier, édité par Hachette, il fut co-écrit par Christine Mital, journaliste au... *Nouvel Observateur*. Trois pages dans *Libération* pour les deux bouquins des milliardaires, dont deux consacrées à leurs auteurs. Dans *Les Échos*, les bonnes feuilles du dernier Minc. Messier, de son côté, est invité par Elkabbach, employé d'Hachette, qui le lèchera sur Europe 1.

Et n'oublions pas *L'Express*, propriété de Vivendi. Quatre pages y furent consacrées au livre du patron, dont une chronique de Claude Allègre célébrant la « *saga joyeuse d'un jeune dirigeant* », et une critique (non plagiée, paraît-il) de Jacques Attali. Avec une servilité irréprochable, il vanta « *l'imagination, le goût du risque, le caractère, le sens moral* » de Messier, « *un récit passionnant, un livre fort attachant* ».

Laisse d'or à tous !

Pour relire pas relu

Bernard Pivot fait une promesse

Dans *Le Figaro* (11/09/98), Bernard Pivot affichait ses (nouvelles) résolutions : « *J'inviterai moins tous les artistes qui font la tournée des popotes. Ceux que l'on voit subitement sur toutes les chaînes à la fois pour parler de leur dernière création* ».

Promesse tenue : parmi les hôtes inédits de l'émission Bouillon de culture, on dénombre depuis : l'obscur Jean Daniel (invité le 23/10/98) ; un occulte collectioneur de soldats de plomb nommé Alain Duhamel (29/01/99) ; le très effacé BHL (28/01/00, déjà invité le 17/10/97) ; Jacques Attali, dont la modestie n'est excédée que par le sens de l'authenticité littéraire (15/01/99) ; le silencieux Jean d'Ormesson (recordman des invitations chez Pivot avec 23 apparitions) ; PPDA, inconnu des téléspectateurs (14/01/00). Et enfin, deux « artistes » qu'on ne verra jamais, c'est certain, sur toutes les chaînes à la fois pour parler de leur dernière création : Jean-Marie Messier et Alain Minc (29/09/00).

La pythie du *Monde*

Claire Tréan, journaliste du *Monde*, a décrété Slobodan Milosevic vainqueur des élections yougoslaves deux mois avant le scrutin. Dans un article intitulé « Les nouvelles provocations de Slobodan Milosevic » (6/08/00), elle expliquait : « *Les tensions qui sont provoquées [au Monténégro] vont servir de thème de campagne au président yougoslave pour les élections législatives et présidentielles qu'il a convoquées, fin septembre, et qu'il remportera, évidemment* ». Avec la même assurance, *Le Monde* avait donné Édouard Balladur gagnant quelques semaines avant la présidentielle de 1995 (« Pour les Français, c'est Balladur »). Jacques Chirac et Lionel Jospin prient pour que le « quotidien de référence » s'abstienne de tout pronostic qui leur serait favorable.

Une poésie de Pierre D.

Périssent les sociaux démocrates
Crèvent les rustines du capital
Suffoquent les limaces boursicoteuses
Agonisent les cyber-crétins

Que PLPL ronge la docilité
comme un cancer.

Pierre (D)

Trop vu partout !

Les aventures d'un analphabet mondain

Éditorialiste associé au *Monde*, BHL est aussi un grand reporter. Il a d'abord livré une analyse pointue de la situation en Algérie (4 pages les 8-9/01/98), détaillé la vie quotidienne d'un combattant en Afghanistan (2 pages le 13/10/98), rapporté d'Autriche ses commentaires de philosophe (2 pages le 2/03/00), et rappelé que l'Allemagne est peuplée d'Allemands (4 pages les 5-6/02/99). Ce 14 octobre, changement de lettre : ce fut au tour de la Bosnie (2 pages). Albanie, Angola et Argentine ont aussitôt exprimé leur soulagement. Belgique, Brésil et Botswana s'apprêtent à fermer leurs frontières.

Sommaire

- page 2 -
PLPL rééduque la presse : Cette fois, *Le Monde*
Les Très Grands Entretiens : Jean-Claude Méry et un haut responsable socialiste
- page 3 à 6 -
Dossier : *Le Monde*... réel
- page 7 -
Document PLPL : Attac contre Attac
À (re) lire : *Les Prisons de la misère* de Loïc Wacquant
- page 8 -
Affiche : « On est partis pour 20 ans de plaisir ! »

PLPL rééduque la presse...

Vu dans Le Monde

RO FRANCE MÉTROPOLITAINE — VENDREDI 1er SEPTEMBRE 2000 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY

Baisse générale des impôts

● Le gouvernement décide 120 milliards de baisses fiscales sur trois ans, de 2001 à 2003
● Tous les taux de l'impôt sur le revenu sont réduits ● La CSG sur les bas salaires est allégée
● La vignette automobile est supprimée ● La surtaxe à l'impôt sur les sociétés disparaît

LE MINISTRE DES FINANCES, Laurent Fabius, devait dévoiler, jeudi 31 août dans l'après-midi, le détail d'un nouveau plan de réduction fiscale qui verra les baisses d'impôts atteindre 120 milliards sur la période 2001-2003, dont environ 45 milliards au titre de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement veut frapper l'opinion en affichant un plan général de baisse des impôts, sur une période de trois ans. Il entend faire valoir qu'avec ces mesures nouvelles les allègements atteindront près de 200 milliards de francs sur la période 2000-2003, soit une somme comparable au dispositif allemand (290 milliards de francs), qui couvre, lui, la période 1998-2005. Dès 2001, les baisses devraient atteindre près de 60 milliards, dont près de 20 milliards au titre de l'impôt sur le revenu.

Si le gouvernement devait encore se réunir, jeudi matin, avant que Lionel Jospin ne rende ses ultimes arbitrages, la réforme ne devrait plus guère réserver de surprises. Tous les taux de l'impôt sur le revenu vont baisser, mais plus fortement pour les tranches basses du barème (de l'ordre de 3 points sur trois ans) que pour le taux supérieur (de l'ordre de 1,5 point). La CSG sur les bas salaires sera fortement abaissée. La vignette automobile sera supprimée, tout comme la surtaxe à l'impôt sur les sociétés, mais, dans ce dernier cas, l'effet de la mesure sera compensé par un élargissement de l'assiette de ce prélèvement.

« Il faut redonner aux Français les dividendes fiscaux de la croissance », commente François Hollande dans un entretien au *Monde*. Regrettant la démission de Jean-Pierre Chevènement, le premier secrétaire du PS rappelle à ce dernier que *« rien n'existe vraiment en dehors du clivage gauche-droite »*. A propos du référendum sur le quinquennat, M. Hollande affirme que *« chacun sera jugé sur les décisions qu'il a prises »*, soulignant que Jacques Chirac *« a préféré le référendum au congrès »*.

● Le plan général de baisse des impôts du gouvernement p. 6-7
● Un entretien avec François Hollande, premier secrétaire du PS p. 6
● Le chômage a légèrement augmenté au mois de juillet p. 8
● Protestations multiples contre la hausse du prix des carburants p. 26

Pas vu dans Le Monde

RO FRANCE MÉTROPOLITAINE — VENDREDI 1er SEPTEMBRE 2000 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY

Aggravation des inégalités fiscales

● Les ménages non-soumis à l'impôt sur le revenu ne bénéficieront pas des 120 milliards de la baisse programmée par le gouvernement Jospin
● La suppression de la vignette automobile profite surtout aux possesseurs de grosses cylindrées ● La TVA pénalise toujours autant les ménages les plus pauvres

LES MESURES FISCALES arrêtées par le gouvernement et proposées au Parlement sont loin de concerner tout le monde comme donnent à le penser leurs auteurs. Certaines catégories de Français ne verront rien des 120 milliards de la baisse d'impôts programmée. Un montant qui ne comprend pas la baisse d'un point de la TVA intervenue au printemps dernier.

Par définition, l'allégement de 43 milliards de francs sur trois ans de l'impôt sur le revenu ne profitera qu'aux ménages soumis à cet impôt, soit environ la moitié des foyers fiscaux, c'est-à-dire à peu près 13 millions de contribuables.

En annonçant, en contrepartie, une réduction de la contribution sociale généralisée pour relever les revenus nets des salariés les plus modestes, le gouvernement ne fait pas un cadeau à l'ensemble des ménages exclus de la baisse des impôts, loin s'en faut. En effet, la mesure est limitée aux personnes recevant moins de 1,3 SMIC. Or, de nombreux ménages avec enfants vivent avec un salaire nettement supérieur au SMIC mais non soumis à l'impôt, du fait de l'application du quotient familial. Ces ménages-là ne seront affectés ni par la première mesure ni par la seconde.

Pour autant qu'elles soient chauffées au gaz ou à l'électricité, ces familles seront également écartées du bénéfice de la réduction des taxes sur le fioul domestique. Elles se réjouiront néanmoins de la suppression de la vignette… à condition de posséder une automobile. Un cadeau bien léger si la voiture en question est de faible cylindrée et plus encore si elle a plus de cinq ans (de l'ordre de 200 à 300 francs par an).

Parmi les exclus du plan fiscal, on devrait également trouver beaucoup de chômeurs, de jeunes et de retraités dont les revenus, le mode de chauffage et les moyens de transport ne figurent pas dans la grille dessinée par le gouvernement. Le nombre de ceux qui profiteront peu ou pas du tout des mesures de baisse d'impôts est suffisamment important pour que l'on cesse de croire que tout le monde a été servi.

Les Très Grands Entretiens de PLPL

On sait aujourd'hui que *Le Monde* a censuré une partie des propos enregistrés par Jean-Claude Méry sur sa fameuse vidéo. Il a également soustrait à ses lecteurs, par négligence, un document essentiel qui se trouvait entre deux longs « blancs » de la cassette. *PLPL*, qui sait conduire une enquête, livre à ses lecteurs cette information, en exclusivité. Il s'agit du prochain programme de la gauche plurielle, rebaptisée « gauche multiple », pour lequel Jean-Claude Méry essayait d'obtenir le soutien logistique du groupe Vivendi. Ce texte, rédigé dans un TGV entre Bruxelles et les Côtes d'Armor, s'intitule « Manifeste pour une société post-sociétale ». Il est présenté sous la forme moderne et interactive d'un entretien avec un haut-responsable socialiste, anonyme pour l'instant.

Haut responsable socialiste : Chacun le sent bien : totalitarismes, populismes et replis corporatistes ont laissé ce siècle exsangue. Mais les sacrifices de plusieurs générations galère n'ont pas été vains. Ils nous obligent à activer sans tarder les liens d'une société post-sociétale européenne. Inter-réactivité, hyper-nomadisme et portails polyphoniques de proximité (PPP) montrent déjà la voie. Mais seuls, ils ne suffiront pas à faire émerger l'iceberg de la société civile éthique à laquelle nous aspirons. Nous souffrons encore de la sclérose des archaïsmes syndicaux. Eh bien, au nom de la gauche, nous y opposons l'idée de *clusters de tribus* que dessinent, dans l'entreprise citoyenne, les figures d'une socialité exubérante et polymorphe. C'est incontournable.

Jean-Claude Méry : Vivendi, vous le savez, cherche à développer une politique.com humaniste et décontractée. Comment expliquer à M. Messier l'absence dans votre programme de mesures à caractère social ?

Haut responsable socialiste : Je vais être brutal : l'idée d'une politique sociale renvoie à un despotisme du collectif et constitue le fourrier d'un nouvel hitlérisme. Seule la segmentation fractale de la société permettra d'atomiser les revendications catégorielles et de mettre un terme à la surenchère démagogique des criailleries salariales. Comme le prouve l'engouement pour les nouveaux objets du *city surf* (rollers et trottinettes), l'iceberg de l'autonomie émerge en réponse à une demande sociale. Flexibilité et mobilité imposent l'obsolescence de toutes les institutions collectivistes : manifestations, transports en commun, salles de cinéma, restaurants, etc. C'est déjà, c'est enfin le retour du sujet dans une société horizontale ! Et le développement des cyber-résistances va encourager des constellations de *clusters* en réagencement perpétuel !

Jean-Claude Méry : Ce qui me paraît enthousiasmante dans votre projet, c'est l'appel à l'autonomie. Mais Vivendi peut-il faire confiance à la gauche multiple, qui inclut toujours un parti « socialiste » ?

Haut responsable socialiste : Nous briserons tous les tabous ; soyez-en certain ! Nos combats à venir, effervescents et multiculturels, dissoudront les arthroses organisationnelles qui avaient encouragé notre engouement pour le totalitarisme. Certains nous disent : connexité plutôt que frilosité. Allons plus loin : bohème interactive et e-profit tout de suite ou goulag demain !

Jean-Claude Méry : Vous y allez fort en effet… Mais certains de mes clients vous jugent en retard par rapport aux mutations en cours. N'y a-t-il pas chez vous un reste de nostalgie pour un modernisme un peu étriqué qui rechigne devant les stock-options ?

Haut responsable socialiste : La réalité est plus complexe. Reconnaissez au moins que la gauche multiple a déjà fait son « entrée en Bourse ». Mais des résistances existent, je l'admets. Parfois hélas, nous devons tenir compte de l'espace que l'autre s'est créé… Nous exemplifierons notre point de vue par le débat et le jeu démocratique : assez d'oukases ! Et toujours plus de vigilance face à un populisme rouge-brun qui s'obstine à ruiner par l'impôt les efforts des entreprenautes hyper-innovants. Nous revendiquons la vraie pensée radicale : anti-hiérarchique et post-normative. Communautaire, elle puise déjà sa force subversive dans la mosaïque de nos *start-up*.

Jean-Claude Méry : Disposerez-vous de suffisamment d'appuis pour transposer, dans les faits, une telle révolution copernicienne ?

Haut responsable socialiste : Les médias nous sont acquis, et les écologistes, enfin réconciliés avec la consommation, nous aident à identifier cette prochaine majorité des minorités que vos annonceurs pourront cibler. À terme, il s'agit bien de fragmenter l'individu dont l'unité nous menace d'un retour à la France moisie. Philippe Sollers, Rocard et nos amis du *Monde* et du Medef vont nous y aider.

Abonnement à PLPL : 100 F pour 10 numéros
Abonnement de soutien à partir de 1 000 F.
Règlement à l'ordre de PLPL adressé à :
PLPL, BP 114, F-30010 Nîmes CEDEX 4
Courrier électronique <redaction@plpl.org>
Site Internet <www.plpl.org>
Les abonnés qui souhaitent diffuser PLPL peuvent commander le n° 1 au prix de 50 francs les 10 exemplaires (port compris).

Bulletin d'abonnement à PLPL

Nom
Adresse

Email

❒ **Abonnement à compter du n° :**
❒ **Commande de 10 exemplaires supplémentaires du n° 1**
❒ **Abonnement de soutien**

À défaut de protestation de leur part, sont :
— directeur de la publication : Pierre Carles
— directeur artistique : Panta
— membre du comité de parrainage :
Alain Accardo, Lothar Baier, Normand Baillargeon, Gilles Balbastre, Jean Bricmont, Thierry Discepolo, Noël Godin, Serge Halimi, Jean-François Nadeau, Pierre Rimbert.
N° de commission paritaire en cours

Le Dossier de PLPL

Le Monde... RÉEL

Parfois encore appelé *Le Monde*, le *Quotidien vespéral des marchés* (*QVM*) se proclame indépendant. Pourtant, le *QVM* ne cesse de concubiner par voie d'alliances capitalistiques ou éditoriales : avec le fabriquant de missiles Hachette-Largardère ; avec le vendeur d'eau trouble et de téléphones portables cancérigènes Vivendi, également propriétaire de Canal +, la chaîne à l'impertinence cryptée ; avec le marchand de béton et de mépris Bouygues-TF1 ; sans oublier un des principaux actionnaires individuels du Monde, François Pinault, patron d'un empire industriel, ex-grand ami de Le Pen [1] et mécène du réalisateur de navets cinématographiques en série, BHL. D'innombrables partenariats éditoriaux garantissent par ailleurs l'omniprésence médiatique des chefs narcissiques du *QVM* : Jean-Marie Colombani et son factotum moustachu, Edwy Plenel, Roi du téléachat (lire *PLPL* n° zéro).

L'objectif de toutes ces manœuvres ? Le financement des activités Internet du *Quotidien vespéral des marchés*, gouffre financier qui requiert des partenaires toujours plus riches, des alliances plus compromettantes, une ligne éditoriale plus commerciale. La transformation du quotidien de la bourgeoisie mondaine en un bulldozer du discours marchand a été accélérée par cette nouvelle configuration industrielle. Si Bourse lui prête vie – « La Bourse n'est pas un tabou pour *Le Monde* » a déjà expliqué son patron (CB News, 20/03/00) – le *QVM* pourra achever la construction d'un groupe de presse tentaculaire dont les publications occuperont tout l'espace compris entre l'extrême gauche sociétale et l'extrême droite économique. Il sera alors à l'abri de toute critique. Et ses alliés aussi.

L'enquête qui suit est déjà saluée comme l'état le plus avancé de la recherche en sciences sociales.

Pour comprendre *Le Monde*, on doit imaginer une carriole pilotée par trois individus différents et complémentaires. Le premier rêve de puissance et d'alliances industrielles, le second les réalise, le troisième conduit le quotidien, met en scène des « débats intellectuels » et publie les révélations les plus racoleuses.

Directeur du *QVM* depuis 1994, Jean-Marie Colombani a été surnommé « Raminagrobis [2] » par quelques-uns de ses employés. Jeune correspondant auprès de Matignon, il était parvenu, dès les années 1970, à s'attirer le mépris de Jacques Chirac, alors Premier ministre. Vingt ans plus tard, Colombani, vaniteux comme une outre, tentera de prendre sa revanche en rangeant, sans effort, son journal derrière l'oriflamme bonasse d'Édouard Balladur. Échec cuisant, rancœur décuplée. Dans les années 1980, ce petit échotier poltron et sans envergure animait avec son amie Anne Sinclair une émission de TF1 (« Questions à domicile ») qui prétendait dévoiler les secrets des dirigeants politiques en inspectant le contenu de leurs réfrigérateurs. Raminagrobis-Colombani ambitionne à présent de réussir là où Serge July a échoué : devenir un Rupert Murdoch à la française.

Pour y parvenir, il compte sur Alain Minc, président inamovible de la société des lecteurs du *Monde* et, depuis 1994, du conseil de surveillance de la SA Le Monde. Raminagrobis jure : *« Alain Minc est un garant de notre indépendance »* (AG de la Société des lecteurs, 20/05/95). Mais ce garant-là est tout à la fois un nabot malfaisant [3] universellement méprisé, un essayiste balladurien raté (trois ans avant la chute du Mur de Berlin, il prédit la soviétisation de la France) et un « entrepreneur » calamiteux (en 1988 il ruina, involontairement, son employeur). Minc est également le conseiller, très grassement payé, des plus grandes fripouilles du capitalisme français, qu'il fera entrer dans le capital du *Monde*.

Le troisième cocher, Edwy Plenel est un ancien chef-faillon trotskyste de la LCR. Roi du téléachat sur LCI [4], chaîne de propagande continue du groupe Bouygues, il est aussi le directeur (ou, plus exactement, le dictateur) de la rédaction du *Monde*. Il s'est hissé à ce poste à l'issue d'une série de manœuvres florentines et de faux scoops qui ont valu une réputation d'enquêteur de terrain à ce dactylographe moustachu des fax ministériels et policiers. Le Roi du téléachat fixe la ligne rédactionnelle du *Monde* ; tel le Roi Soleil autrefois, c'est lui qui distribue les prébendes que lui quémandent ses nombreux courtisans (journalistes, « nouveaux philosophes » et mondains d'extrême gauche.)

Le narcissisme de nos trois cochers dépasse la mesure. Il les expose au risque de se laisser abuser par des flatteurs. Dans un supplément du *Monde* qui brossait le « Portrait d'un quotidien » (février 1998), la photographie du Roi du téléachat apparaissait à neuf reprises. Raminagrobis, qu'on ne voyait que six fois, en a conçu du ressentiment : le vizir rêvait-il déjà à la succession du calife ?

Un attelage, trois cochers, un seul itinéraire : la course peut commencer. Course à l'argent d'abord. Devenu une sorte de bulletin de liaison balladurien, le quotidien est au bord du dépôt de bilan en 1994. Minc, penseur de chevet de l'ancien Premier ministre, a même envisagé de fusionner le *QVM* avec *Libération*. Parvenu à la tête du journal, Raminagrobis s'est juré d'employer tous les moyens, y compris les plus vils, pour prévenir une telle humiliation. Afin de durer, il faudra grossir : Internet, hebdo photo, télévisions locales. Et créer des suppléments à thème pour absorber davantage de lard publicitaire.

L'arrogance a beau être le péché mignon de la maison *Monde*, sa surface financière demeure modeste : 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 2000, un confetti comparé aux dizaines de milliards d'euros de Lagardère, Bouygues, Pinault et Vivendi. Dans sa mégalomanie de « développement », c'est à eux que Colombani se compare un peu tristement. Au début, il a rêvé de les affronter. Maintenant il collabore.

colombani : « *Le Monde* et Hachette retrouvent désormais le chemin du dialogue qu'ils n'auraient jamais dû abandonner »

Raminagrobis a dû se durcir les crocs. En 1997, après son rachat raté de *L'Express* (groupe Vivendi), il *« avoue une certaine candeur : l'idée que je me faisais du capitalisme n'était pas celle de la jungle mais d'un monde codifié où une parole est une parole »* (*Le Figaro*, 6/11/97). Raminagrobis a vite appris ; Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra-Hachette-Lagardère, lui a servi de professeur. Il y a quelques mois, Colombani s'est ainsi assuré le concours d'un certain José Frèches pour s'emparer du quotidien le *Midi Libre* avec le soutien d'Hachette. Une fois que José, l'idiot utile, a accompli sa tâche – non sans avoir évoqué ses *« liens d'amitié avec Jean-Marie Colombani en qui j'ai une confiance totale »* (*Les Échos*, 10-11/03/2000) – Raminagrobis le convoque dans le bureau du Nabot malfaisant et, au terme d'une séance d'humiliation, le congédie.

Dès 1997, les lecteurs du *Monde* les plus exercés au décryptage de la langue de bois auto-satisfaite que ce quotidien emploie pour parler de lui-même – ont compris que Lagardère tient ce journal. *PLPL* explique pourquoi.

Acte 1
Raminagrobis et Lagardère sont fâchés

En janvier 1997, pour avoir, deux mois et demi plus tôt, annoncé à tort une procédure judiciaire intentée contre Lagardère, *Le Monde* est condamné à payer 200 000 francs de dommages et intérêts au patron d'Hachette. Dans son numéro du 31 janvier 1997, le *QVM* en informe ses lecteurs. Titré « Le prix de l'indépendance », l'article signé Raminagrobis explique que sa condamnation *« frappe à la caisse un quotidien indépendant* [...] *Depuis plusieurs mois* [*Le Monde* est] *en butte à une offensive du groupe Lagardère dont l'enjeu est tout simplement son indépendance* [...] *Parce que* Le Monde *n'a pas épousé ses intérêts privés, le groupe Lagardère a décidé de le sanctionner. »* Puis, le directeur du *QVM* détaille les risques encourus par les journaux qui dévoilent les méfaits des groupes capitalistes auxquels ils sont liés : *« Actionnaire minoritaire de notre imprimerie par l'intermédiaire d'Hachette,* [Lagardère] *estimait sans doute qu'à ce titre nous devions être l'un de ses groupes de pression. Si tel avait été le cas,* Le Monde *ne serait évidemment plus* Le Monde [...] *Un accord longuement négocié et prévoyant l'impression du* Journal du dimanche, *publication hebdomadaire d'Hachette, sur nos rotatives, a été brutalement suspendu. Des pressions sont exercées* [par Lagardère] *sur certains de nos partenaires pour tenter en vain de détériorer les relations sociales au sein de l'entreprise* [Le Monde] ».

Après une salve de ce type, tout lecteur du *QVM* pouvait avoir compris que son quotidien ne fera plus jamais alliance avec un groupe susceptible de piétiner son « indépendance », de rompre « brutalement » un accord « longuement négocié » et de « détériorer les relations sociales » de ses partenaires. Colombani confirmait : *« J'ai fait une découverte, celle qu'il est particulièrement dommageable que des industriels dont l'activité et la prospérité reposent des commandes de l'État, de la puissance publique ou des élus exercent leur emprise sur des organes de presse »* (*Le Figaro*, 6/11/97). Mais Raminagrobis va changer d'avis...

Acte 2
Le Monde capitule

Sans doute conseillé par Minc, le Nabot malfaisant, Raminagrobis comprend vite les avantages de devenir le partenaire (plutôt que l'adversaire) d'un richissime marchand de journaux, de livres et de missiles. D'où un deuxième communiqué de Colombani, moins long et fanfaron que le précédent. Il y annonce que le contentieux entre *Le Monde* et Lagardère est clos : *« L'accord qui met fin au conflit entre* Le Monde *et Jean-Luc Lagardère nous permet de renouer avec le groupe que dirige M. Lagardère des relations normales entre associés au sein d'une même entreprise* [...] *De part et d'autre,*

---

1. En décembre 1977, Pinault a réveillonné dans son manoir breton avec les Le Chevallier et les Le Pen. *« C'était très agréable. François nous avait obligemment envoyé son avion. Nous avons passé tout le week-end ensemble »*, se souvient Jean-Marie Le Chevallier (cité par Caroline Monnot et Pierre-Gay, *François Pinault milliardaire*, Balland, Paris, 1999, p. 71).

2. Personnage de Rabelais puis de La Fontaine. Au figuré, le nom désigne un individu à la fois hypocrite et prétentieux. D'après l'enquête de *PLPL*, ce pseudonyme aurait été imaginé par une journaliste du Monde des Livres. Son identité ne sera pas dévoilée : le tempérament vindicatif et paranoïaque de Raminagrobis est en effet de notoriété publique.

3. Dans son analyse de la Commune de Paris, Karl Marx qualifiait Adolphe Thiers (1797-1877), responsable du massacre des insurgés (plus de 20 000 morts) de *« nabot malfaisant* [...] *aimant s'exhiber, comme tous les nains, avide de pouvoir et de lucre* [...] *ayant une aptitude encyclopédique à dominer superficiellement les choses et à les transformer en simple prétexte à bavardage* [...] *passé maître dans la petite fripouillerie politique ; c'est un virtuose du parjure rompu à tous les bas stratagèmes, aux expédients sournois »* (deuxième essai de rédaction). Contrairement à *PLPL*, le texte définitif de Marx préféra la formulation de *« nabot monstrueux »*.

4. Edwy Plenel nous demande de préciser que son adresse téléachat est <mondedesidees@lci.fr>.

Le Monde ... RÉEL

les actions judiciaires sont donc abandonnées, Le Monde *réitérant à M. Lagardère les excuses qu'il lui avait immédiatement présentées en regrettant profondément son erreur* [...] Le Monde *et Hachette retrouvent désormais le chemin d'un dialogue qu'ils n'auraient jamais dû abandonner »* (*QVM*, 5/03/97). De liberté de la presse en « péril », il n'est plus question. L'imprimerie du quotidien va recommencer à tourner sept jours sur sept.

Dorénavant, la feuille de Raminagrobis lustrera les bottes des puissances d'argent. Et le Nabot malfaisant de se frotte les menottes en pensant aux services rédactionnels tarifés qu'il va pouvoir rendre à ses clients milliardaires. Déjà, plusieurs patrons *« acceptent de payer jusqu'à 1 million de francs par an pour s'offrir, une ou deux fois par mois, une séance particulière avec Alain Minc »* (*Capital*, 04/98.) Une heure de conseils du président du conseil de surveillance du *Monde* équivaut donc au salaire mensuel de dizaines de stagiaires du quotidien. C'est ce que Sa Minuscule Malfaisance a appelé « la mondialisation heureuse ».

Le nabot malfaisant :

« Face à un empire soviétique qui a fait du temps sa meilleure arme, nous risquons d'être finlandisés peu à peu sans le savoir » (1986)

Acte 3
Colombani enlace Lagardère

Depuis trois ans, partenariats, connivences et complaisances se multiplient entre le quotidien de révérence et le fabriquant de missiles.

Complaisances : les démêlés judiciaires et fiscaux de Jean-Luc Lagardère font l'objet d'une amicale discrétion dans *Le Monde*. Dans son édition du 30/09/99, par exemple, l'annonce du redressement fiscal de Lagardère est expédiée par une brève de 11 lignes.

Connivence : la même année, *Le Monde* n'insiste guère sur les conditions scandaleusement favorables de la cession (par Jospin, DSK et Gayssot) d'Aérospatiale à Lagardère.

Partenariats : en 1998 *Le Monde* et Lagardère concluent un nouvel accord sur l'impression du *Journal du Dimanche* (filiale de Largardère) par l'imprimerie du *QVM*. Et, en mars 1999, Hachette acquiert 34 % du *Monde interactif*, filiale multimédia du quotidien. Minc, ébloui par les « e-fortunes », a en effet convaincu Raminagrobis que non seulement les Soviétiques n'envahiront plus la France mais que le « capitalisme.fr [5] » permettra au journal de gagner des millions sans l'aide de Jean-Pierre Foucault. Or Colombani n'en gagne encore que 1,1 par an (*QVM*, 22/01/00).

Le site du *Monde* devient un fournisseur de services au graphisme calqué sur celui des portails internet de Hachette. Le « contenu » du journal servira de caution : le *QVM* ne vend plus de l'information à ses lecteurs ; il vend ses lecteurs aux annonceurs des sites Internet de Lagardère. Quand Raminagrobis théorise – *« le Net, qui est d'abord un carrefour, nous montre le chemin »* (*Le Figaro*, 22/07/00) –, Alain Giraudo, alors patron du *Monde Interactif*, précise : *« Nous partageons notre clientèle avec Club Internet » (CB News*, 2/05/00). Raminagrobis exigera que tous ses journalistes se transforment en colporteurs de la net-idéologie. D'où les « unes » loufoques : « Ces enfants du Net qui jouent à la Bourse » (9/04/00) ; « En France, la politique. com » (13/04/00) ; « Dieu s'installe sur Internet » (9/07/00).

Mais l'investissement, qui ne rapporte rien avant la cotation en Bourse de l'entreprise, est intenable pour un Petit Poucet capitaliste. Nouveau recours à Lagardère. Le patron des NMPP et des Relais H tient désormais le Grand Quotidien Moral de Référence que Toute la Terre nous Envie. Colombani et Minc n'ont conquis *Le Midi Libre* que grâce au feu vert d'Hachette. Selon *Les Échos*, Lagardère a laissé *« les mains libres au* Monde, *considérant que le journal de Montpellier tombera dans des mains "amies"* » (9/03/00). Colombani confirma : *« Tout cela s'est fait dans un bon climat et une relation constructive avec Hachette »* (*CB News*, 20/03/00). L'idylle est tellement sucrée qu'elle devient collante : déjà actionnaire du Monde Imprimerie et détenteur de 35 % du *Monde interactif*, Lagardère veut à présent lancer une chaîne *« à dominante économique et financière »*. Naturellement, il y associe le *QVM*. Cette télévision permettrait (enfin !) de suivre en continu les cours de la Bourse. Pour célébrer, les poches pleines de cigares, le jour prochain où *Le Monde* y fera son entrée en fanfare...

chaque mardi, une partie du *Monde* est signée Vivendi

Avec Vivendi, l'histoire a commencé de la même manière.

Acte 1
Le Monde et Vivendi sont fachés

En octobre 1997, *L'Express* est en vente et Raminagrobis a faim. Il veut gober l'hebdomadaire dont la ligne rédactionnelle – chiraco-républicaine plutôt que balladuro-mondialiste – lui déplait, surtout depuis que son amie Christine Ockrent a été évincée l'année précédente [6]. Mais Havas (filiale de la Générale des Eaux, devenue Vivendi) refuse l'offre d'achat du *Monde*, jugée insuffisante. Raminagrobis se déchaîne. Fort des conseils d'Alain Minc, le Nabot malfaisant, de l'appui de Jean-Luc Lagardère et de Dominique Strauss-Kahn (à l'époque ministre des Finances), il repart à l'attaque. Face à lui, une alliance de circonstance regroupe Dassault, Chirac et une majorité des salariés de *L'Express* épouvantés par *« la brutalité de l'approche humaine »* de Colombani (communiqué de la Société des journalistes de *L'Express*, cité par *Le Figaro*, 30/10/97). L'offre de Dassault, plus importante, l'aurait certainement emporté si DSK n'avait pas sommé le marchand d'avions de guerre de renoncer à son achat, faute de quoi l'État menaçait d'acheter ailleurs tous ses engins de mort. Or, *« qui a influencé le ministre de l'économie ? Apparemment, un tandem constitué par Jean-Marie Colombani, directeur du* Monde, *et Jean-Luc Lagardère »* (*Le Nouvel Économiste*, 30/10/97) La réconciliation de mars 1997 (lire plus haut) avait eu du bon...

En définitive, la Générale des Eaux (devenue Vivendi) renonce à vendre son magazine. Elle renvoie ainsi dos-à-dos Raminagrobis et le vendeur de Mirage. Mais les lecteurs du *Quotidien vespéral des marchés* ne seront jamais informés des pressions de DSK en faveur du projet Minc-Colombani. Au contraire, ce dernier aura le culot de dénoncer les *« concessions aux vieilles habitudes de l'establishment français, où politique et affaires font trop bon ménage »* (*QVM*, 4/10/97). Deux jours plus tard, avec cette habitude attachante qu'a *Le Monde* de prendre ses interlocuteurs pour des demeurés, Raminagrobis récidive en « expliquant » aux lecteurs de droite du *Figaro* (6/11/97) : *« Pour un pouvoir de gauche, pour ceux qui se sont exprimés au nom de ce pouvoir, l'idée qu'un groupe de presse indépendant naisse et se constitue autour du* Monde *ne convenait pas. »* *Le Canard Enchaîné* avait été plus précis : *« Le retrait précipité de la candidature Dassault, qui sur le papier avait toutes les chances de l'emporter, ne doit rien au hasard. Lundi 27, lorsque son offre a été rendue publique, Dominique Strauss-Kahn, a personnellement téléphoné à Serge Dassault pour lui dire que le gouvernement ne souhaitait pas qu'il achète* L'Express. [...] *Vue ainsi, l'indépendance de la presse française prend toute sa dimension »* (5/11/97).

Edwy et ses amis

Comme n'importe quel groupe capitaliste, le *QVM* vend : l'hebdomadaire l'*Européen*, à Vivendi ; le *QVM* achète : *Le Midi libre*, *Les Cahiers du Cinémas*, *Politis* ; le *QVM* s'internationalise : Raminagrobis veut *« tisser sa toile en Europe à partir d'une logique de partenariats et d'alliances »*, (*CB News*, 10/07/00). Le tout en chantant les louanges de « La dure et juste loi des marchés financiers » [1]. Pourquoi une telle entreprise est est-elle systématiquement épargnée par ceux qui critiquent ailleurs le libéralisme économique ?

Edwy, le Roi du téléachat veille. Comme Raminagrobis possède la moitié du capital du *Monde diplomatique*, ce mensuel ne critique presque jamais le *QVM*. Depuis que *Le Monde diplomatique* est son principal actionnaire, *Politis* – dont la nouvelle formule ressemble, sur la forme et sur le fond, à un supplément du *QVM* – pourrait bien devenir tout aussi respectueux.

Mais l'essentiel, c'est le réseau d'Edwy, de *Politis* à LCI, de Christophe Aguiton (Attac, AC !, etc.) à BHL. Particulièrement nombreux à la LCR (Ligue communiste révulotionnaire), les amis d'Edwy ont essaimé dans plusieurs « mouvements sociaux ». Daniel Bensaïd, penseur de la LCR qui n'écrirait peut-être pas un livre avec Pierre Bellemare, vient d'en rédiger un avec le Roi du téléachat. Pendant les vacances, Christophe Aguiton délaisse ses ouailles pour ne réserver qu'au seul monarque moustachu son sourire de curé. Ces liens-là pourraient être sans conséquences – et ne pas concerner *PLPL*. Tel n'est pas le cas : ils protègent *Le Monde* et sont manipulés par lui. L'an dernier, l'hebdo trotskyste *Rouge* a ainsi chanté les louanges d'un petit livre de Plenel favorable à la guerre de l'OTAN – ouvrage souffreteux déjà acclamé par les journaux du fabriquant de missiles Lagardère.

Attac critique le libéralisme économique, mais semble toujours préférer la cible (facile) des commentaires grotesques de Jean-Marc Sylvestre à celle des éditos à peu près identiques du *QVM* (lire en page 6 « Les combats "citoyens" du *Monde* »).

En échange de leurs complaisances, les têtes de réseau médiatiques héritent de quelques lignes dans le quotidien vespéral des marchés – parfois d'une tribune. Et le *QVM* accorde un retentissement inouï aux « débats » qui ébranlent la cabine téléphonique où se déroulent les AG de la LCR. Les vedettes parisiennes du radical-chic peuvent glapir contre l'« ultra-libéralisme » si elles veillent à épargner les médias qui installent ce chancre dans nos crânes.

Edwy écoute et lit tout ce qu'on dit sur lui. Alors, Krivine l'adore. Et BHL aussi. Dans son Journal,

5. Titre du dernier livre annuel – 21 essais, aucun transformé, depuis 1979 – du nabot malfaisant. *Le Monde* les juge à chaque fois géniaux et leur réserve une place de choix dans ses colonnes. Cette fois, un dossier de quatre pages consacré à la « nouvelle jeunesse du capitalisme » comprenait un article très flatteur pour Minc de Laurent Mauduit, auteur quelques mois plus tôt d'un faux scoop célèbre sur la « cagnotte » de Bercy.

6 Raminagrobis essaiera de recaser Christine à la tête d'un hebdomadaire, *L'Européen*, qu'il créera pour elle. Cette publication, nullissime, périclitera quelques mois plus tard. *Le Monde* y a englouti près de 12 millions de francs.

Ces pressions de DSK au service des ambitions du *Monde* expliquent-elles la mansuétude à l'endroit du gouvernement Jospin dont le *QVM* fera preuve par la suite ? Pas seulement : l'antichiraquisme balladurien de Raminagrobis et du Nabot malfaisant ont joué leur rôle. Reste que le trio de cochers du *Monde* avait raté son coup. Il aurait contrôlé à la fois le principal quotidien et le principal hebdomadaire du pays [7]. L'écume à la moustache, le Roi du téléachat fit publier sans tarder une enquête titrée « La Générale des eaux se livre à des recrutements très politiques » (10/01/98). Une telle curiosité journalistique, que le *QVM* ne manifestait plus guère dans les cas de Bouygues ou de Hachette, ne s'exercera pas très longtemps dans celui de Vivendi…

Raminagrobis :
« On dit que l'on est un objet d'intérêt pour les fonds de pension quand le taux de profit est de 15 %. Le nôtre est de 22 % »

Acte 2
***Le Monde* et Vivendi s'enlacent**

Vivendi, c'est 320 milliards de francs de chiffre d'affaires, le premier employeur privé et le premier annonceur du pays (2 milliards de francs en 1998). Autant de considérations importantes pour un quotidien qui ne cesse de perdre des acheteurs depuis deux ans et dont l'équilibre financier dépend des sous de la pub. Raminagrobis n'a pas eu besoin que Minc, Sa Malfaisance Minuscule, lui dessine une tirelire. Il a avalé son ressentiment et fait ami-ami avec Jean-Marie Messier d'autant plus facilement qu'il avait partagé avec lui une tendresse proche de la passion pour Édouard Balladur [8].

En mars 1999, l'hymen est noué : le *QVM* et Canal Plus (filiale de Vivendi) concluent un accord d'échange de contenus rédactionnels sur leurs sites Web. Chaque mardi, les lecteurs du *Monde* qui n'ont vraiment rien d'autre à faire s'infligent la lecture d'une page du supplément « interactif » signée Canal Plus. La noce du *Quotidien vespéral des marchés* avec la filiale d'une des principales multinationales du monde est rendue publique comme suit : « *Dès l'édition du 3 mars, des journalistes du site Web de Canal Plus ont pris en charge une page consacrée à l'univers d'Internet et du jeu vidéo. Tandis que Canal Plus mettra à la disposition du site du* Monde *un suivi en direct des matchs du championnat de France de football, Le Monde interactif alimentera en archives et articles les pages infos du site de Canal Plus* » (*QVM*, 4/03/99).

Du coup, plus question d'enquêtes corrosives : Jean-Marie Messier, à la tête d'une entreprise qui s'est spécialisée dans la corruption d'élus municipaux et les pots de vins aux partis politiques, bénéficie d'un traitement de faveur. Le *QVM* brosse sur une pleine page un portrait dithyrambique de « *Jean "magic" Messier* » (*QVM*, 28/06/00). Un mois plus tard, les trois cochers du *QVM* obtiennent qu'un de leurs journalistes, Guy Dutheil, soit le seul invité au grand show organisé par Messier et Lescure (patron de Canal +) pour les salariés d'Universal Studios, que Vivendi vient de racheter. Dutheil se pâme devant la prestation des partenaires en affaires de Minc et Colombani. Émouvant aux larmes, son article insiste sur « *le trac* », « *l'émotion* », « *l'excitation* », « *l'enthousiasme* » de Jean-Marie Messier et de Pierre Lescure. Le journaliste « de référence » rapporte cette révélation sensationnelle de Lescure : « *Pendant deux minutes, je n'ai pu dire un mot. Puis après j'ai téléphoné à ma maman* » (*QVM*, 14/07/00). Ébloui, Dutheil omet de mentionner que Lescure est non seulement membre du conseil de surveillance du *Monde* (présidé par Alain Minc) mais aussi président du Monde-Presse, une société de financement du *QVM* dont Canal + est actionnaire. C'est sans doute ce qui explique la référence soudaine du *QVM* aux difficultés de Messier depuis que Lescure et lui s'affrontent. Toutefois, que les lecteurs sensibles de *PLPL* se rassurent : l'émotion n'empêchera pas Lescure d'empocher quelques centaines de millions de francs (non cryptés) de stock options quand il choisira de passer plus de temps avec sa vieille mère qui le réclame.

TF1 permet au *Monde* de gagner des millions

Avec TF1-Bouygues, l'alliance fut d'abord construite sur une base politique. Pendant qu'en 1993-1995 Claire Chazal fait ouvertement campagne pour Edouard Balladur, Raminagrobis offre son journal à Mamamouchi [9]. Avec l'aide de ses deux compères du « club de Torcello », le sondeur Jérôme Jaffré et le gloseur multicartes Alain Duhamel [10], Raminagrobis se dépense alors sans compter.

Mamamouchi battu, Raminagrobis fait fructifier les rapports noués avec la chaîne de télévision poubelle. TF1 va devenir, de très loin, le principal annonceur du supplément télé hebdomadaire du *QVM*. À tel point que *Le Canard Enchaîné* écrit le 14/05/97 : « *Lune de miel persistante entre* Le Monde *et TF 1 depuis que ces deux considérables médias ont décidé de s'associer pour lancer une chaîne de débats sur le satellite TPS. C'est ainsi qu'au soir du premier tour, le dimanche 25 mai, sur la Une, Jean-Marie Colombani* [Raminagrobis, ndlr], *le directeur du* Monde, *prendra place aux côtés de PPDA* […] *pour commenter les résultats. Bien plus, et preuve de ce joyeux rapprochement, la première chaîne vient de s'offrir pour à peu près 1 million de francs de pub dans le supplément radio-télé du quotidien* [vespéral des marchés, ndlr] ». *PLPL* a enquêté : en mai 1997, en juin, en novembre, en décembre, en mars 1998, en avril, en mai, en juin, en septembre, en octobre, en novembre, en décembre, en février 1999, en avril, en juillet, en septembre (à deux reprises), en novembre, en décembre, en mai et en septembre 2000 : chaque fois, c'est la quasi-totalité des pages de publicité d'un supplément télé que s'est réservée la chaîne de Martin Bouygues et de Lagaf', le Prince du Bigdil.

Mais l'arrivée des millions de Bouygues dans l'escarcelle du *QVM* n'a, bien sûr, rien à voir avec l'appréciation de plus en plus chaleureuse des programmes de TF1 par ce quotidien. Raminagrobis en personne a en effet expliqué : « *Dans le contrat de lecture passé entre* Le Monde *et ses lecteurs, il est clair qu'aucune confusion ne doit être possible entre publicité et information* […] *le mot « publicité » apparaît sur tout espace qui pourrait prêter à ambiguïté. La publicité a pour mission d'animer, de rythmer la rigueur visuelle du quotidien. En ce sens, la publicité est partie prenante de l'identité du journal.* » (Supplément hors-série du *Monde*, « Portrait d'un quotidien » février 1998.)

« Partie prenante de l'identité du journal », la pub pour le téléfilm *Le Rouge et le Noir* sur TF1 envahit le *QVM*. Eh bien – mais c'est une coïncidence –, *Le Monde* juge la série géniale (21-22/12/97). LCI offre une émission hebdomadaire au Roi du téléachat (Sa Majesté figure même, avec sa moustache, dans l'organigramme de la chaîne présidée par Étienne Mougeotte en compagnie de Jean-Marc Sylvestre, Jean-Pierre Gaillard et PPDA.) Eh bien – mais c'est une coïncidence – *Le Monde* juge LCI géniale (23/05/98).

Pendant que les programmes les plus nauséabonds de TF1 vont être célébrés par le *QVM* comme des œuvres d'art populaire, les moindres initiatives des dirigeants de cette chaîne sont assimilées à des œuvres de salubrité publique. Après avoir titré : « *Le PDG de TF1 lance TV Breizh, "sa" chaîne. Le rêve d'un enfant de Saint-Brieuc, un cri d'amour pour son pays et sa langue* », le journaliste réquisitionné par le Roi du téléachat lèche la main de Patrick Le Lay : « *Comment vous est venue l'idée de créer cette grande chaîne régionale, qui sera la première du genre en France ?* » ; « *Vous avez réuni un tour de table extraordinaire* » ; ou encore : « *On a le sentiment que vous poursuivez un but assez romantique qui tranche avec votre image publique* » (*QVM*, 28/08/00). Le Lay, qui glousse de bonheur, promettra de tapisser sa Rolls avec les éditos du Roi du téléachat qui glorifient l'indépendance de la presse à l'égard de l'argent.

Raminagrobis :
« Le combat du Monde *pour son indépendance plaît à Pinault »*

Qui est le plus proche conseiller de François Pinault, deuxième actionnaire de TF1 [11] ? Alain Minc. Et c'est lui qui a fait se rencontrer Colombani et Pinault en 1995. Raminagrobis raconte : « *Alain Minc m'a proposé de contacter François Pinault. Je lui ai présenté le dispositif* [de recapitalisation du *QVM*]. *Il m'a écouté et m'a déclaré, en retour, qu'il avait gagné beaucoup d'argent, qu'il estimait avoir une dette vis-à-vis de la société, que le combat du* Monde *pour son indépendance lui plaisait* [12] ». Depuis, Pinault a acheté un morceau du *Monde* (2,33 %). Il n'a pas eu à s'en

BHL a admis : « *Il jouit dans notre petit groupe d'un crédit très étrange* […] *Moi-même qui ne le connaît pas, qui ne l'ait jamais rencontré, je me surprends à m'enquérir parfois de ce que "Edwy" pense de ceci, de ce qu'il dit de cela* » (*Le Lys et la Cendre*, Grasset, Paris, 1996, p. 336-337.) Depuis, BHL a beaucoup rencontré Edwy et il a été « promu » éditorialiste associé au *Monde*… Plenel est partout : il invite un jour Sollers, l'autre Bensaïd, tantôt dans son émission de téléachat de LCI, tantôt dans les pages du *QVM*. Edwy sait philosopher : « *Est-ce que la situation dans laquelle nous sommes ne donne pas des gages de réussite à cette alliance d'un libéralisme économique et d'un libéralisme politique, à la fois du dynamisme des entrepreneurs et de la liberté des individus au nom de laquelle, d'une certaine manière, nous nous sommes battus au Kosovo ?* » (LCI, 12/06/99). Ce jour-là, son ami Bensaïd relisait sans doute Karl Marx.

1. Titre d'un article du journaliste maison Pierre-Antoine Delhommais paru à la une du *Monde* le 17/09/98, alors que la crise financière jetait des dizaines de millions d'Asiatiques dans la « dure et juste » misère dont, selon le *QVM*, il n'auraient jamais du sortir. Sauf pour servir des nems au Roi du Téléachat, au nabot malfaisant et à Raminagrobis.

7 La diffusion de *L'Express* et celle du *Nouvel Observateur* sont à peu près identiques, mais *Le Nouvel Observateur* n'est plus qu'un catalogue publicitaire serti d'un cahier télévision. De surcroît, les mensonges surnuméraires de Laurent Joffrin, son directeur de la rédaction, ont complètement discrédité cet hebdomadaire (lire notre enquête dans *PLPL* n° zéro.)

8 Le patron de Vivendi fut, de 1986 à 1988, directeur de cabinet du ministre des Privatisations qui opérait sous la tutelle de Balladur puis il fut conseiller technique de Balladur : c'est à lui qu'on doit quelques-unes des privatisations les plus nauséabondes chantées par le *QVM*.

9. Dignitaire ottoman dans la pièce de Molière, *Le Bourgeois gentilhomme* (acte IV, scène III). Édouard Balladur, né en Turquie – mais qui détestait qu'on le lui rappelle au moment où son ministre Pasqua pourchassait les immigrés –, a été surnommé « l'assassin ottoman » par les amis de Jacques Chirac.

10. Sorte de franc-maçonnerie journalistique au service de la pensée bourgeoise, le club de Torcello ne comporterait que trois membres : Raminagrobis, Alain Duhamel et Jérôme Jaffré. Un ouvrage de Raminagrobis de 1996 a été dédié « *Aux promeneurs de Torcello* ». Or, la même année Duhamel dédiait son propre livre « *Aux dîneurs de Torcello* » (*in* S. Coignard et M.-T. Guichard, *op. cit.*) Dans son enquête, *TF1, un pouvoir* (Fayard, 1997), Pierre Péan et Christophe Nick ont précisé : « *Jaffré, Colombani et Duhamel ont formé un groupe de déjeuneurs et s'assoient régulièrement à la table des ministres. Ils côtoient par ailleurs Alain Minc, administrateur du* Monde *et inspirateur d'Édouard Balladur* » (p. 579-580.)

11. En 2000, le capital de l'entreprise Bouygues, opérateur de TF1, se répartit ainsi : famille Bouygues : 18,4 %, Artémis (François Pinault) : 15,2 %, Groupe Arnault : 10,3 %, salariés de Bouygues : 8,4 %, autres actionnaires : 47,5 %. (*Les Echos*, 23/12/1999.)

12. Sauf mention contraire, cette citation et les suivantes sont tirées du livre de Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot, *François Pinault milliardaire : les secrets d'une incroyable fortune* (Balland, 1999), qui a enrichi cette partie de notre enquête.

plaindre. Minc explique : « *Que voulez-vous,* [Pinault] *a la main verte. En 1995, je lui ai conseillé d'entrer au tour de table du* Monde [...] *Eh, bien, regardez, il a gagné de l'argent...* » (*Capital,* 11/99.)

BHL n'est pas seulement le lauréat de la première Laisse d'or de *PLPL* (lire notre numéro zéro) ; il est aussi éditorialiste au *Point* (propriété de Pinault) et éditorialiste associé au *Monde.* En 1991, il s'entremet entre Minc et Pinault. Coup de foudre. Depuis, « *rares sont les opérations importantes menées par le Breton* [Pinault, ndlr] *en France où le fondateur d'AM Conseil* [le Nabot malfaisant, ndlr] *n'ait été amené à donner son avis.* » Quand Anne Sinclair, amie de Raminagrobis, veut inviter Pinault à « 7 sur 7 », « *c'est Alain Minc qu'elle testera en premier et qui le lui déconseillera.* »

Désormais, Raminagrobis compte sur Pinault pour posséder une chaîne de télévision locale à Paris et y inviter BHL, Sollers, Balladur, Duhamel, qu'il juge proscrits par le petit écran. Raminagrobis argumente : « *Nous ne pouvons pas être sur Internet, qui mêle l'image, le texte et le son, sans avoir aussi une place, si modeste soit-elle, à la télévision* » (*Le Figaro* 22-23/07/00). Pas si modeste que ça : comme on l'a vu, il fomente déjà un projet de chaîne financière avec Lagardère.

C'est sans doute au Palais Brongnart, chantée par le sémillant Jean-Pierre Gaillard, que va se poursuivre la geste de l'Empereur Raminagrobis, du Nabot malfaisant et du Roi du téléachat. Quand l'entreprise éditant *El Pais* avait levé des fonds sur le marché des valeurs, le *QVM* avait déjà relaté l'événement ainsi : « *Le groupe espagnol Prisa place son indépendance en Bourse* » (1/07/00). Trois semaines plus tard, pour mieux séduire les investisseurs, Raminagrobis lustrait avec application les résultats de son entreprise : « *Regardez le fameux taux de retour sur les fonds propres, critère clef pour les fonds de pension américains lorsqu'ils se portent candidats au rachat d'une entreprise. On dit que l'on est un objet d'intérêt pour ces fonds de pension quand le taux est de 15 %. Le nôtre est de 22 %* » (*Le Figaro,* 24/07/00).

En 1944, quand *Le Monde* fut créé, il détestait l'argent. Il se méfiait de ceux qui en avaient. Et il méprisait ceux qui l'étalaient.

Démanteler le service public

Privatiser France Télécom : « *Les monopoles anciens sont destinés à mourir. Le changement de statut de France Télécom en une société dotée d'un capital et capable d'alliances mondiales apparaît comme un impératif. Le devoir du gouvernement est de prendre un peu de temps, non pour le cacher mais pour le dire, et pour préparer au plus vite les fonctionnaires à ce changement* » (*QVM,* éditorial du 13/07/95) [1].

Privatiser comme Margaret Thatcher : « *En France, la révolution thatchérienne a fait figure d'épouvantail* [2], *empêchant de voir que, partout dans le monde, l'équation qui établissait une relation d'équivalence entre service public, entreprise publique, monopole et statut du personnel volait en éclats [...] À moins de remettre en cause l'internationalisation de l'économie et les progrès technologiques qui avivent la concurrence, les services publics industriels et commerciaux vont devoir davantage prendre en compte les deux derniers termes, sans renier le premier. L'introduction de la concurrence apparaît inévitable dans la plupart des secteurs, en particulier les transports et les télécommunications* » (« Une révolution nécessaire pour les services publics », *QVM,* 12/10/95).

Privatiser pour ne pas être en « retard » : « *La France adopte enfin la loi sur la concurrence dans l'électricité. Avec un an de retard sur ses partenaires, Paris se conforme aux nouvelles règles européennes. Les députés devaient voter, mardi, un texte minimaliste, alors que plusieurs pays ont opté pour une déréglementation totale* » (Titre et sous-titre, p. 16, *QVM,* 2/02/00).

Privatiser pour être moderne : « *Qu'est-ce que le « modèle social européen » sinon essayer de réglementer le marché ? Le chef de l'Etat et M. Juppé ne sont jamais parvenus à dégager cette troisième voie, et ils ont renforcé l'image d'une France refusant de s'adapter à la modernité de l'économie mondialisée. À archaïque, archaïque et demi... En outre, si M. Jospin doit aujourd'hui faire face à un secteur nationalisé plus important que dans les autres pays, c'est que son prédécesseur a été incapable de conduire à bien les privatisations qu'il avait décidées* » (*QVM,* 16/07/97).

Privatiser pour être plus américain : « *Il reste maintenant à M. Strauss-Kahn et à ses collègues européens à suivre la voie économique américaine, caractérisée depuis des années par des réformes de structures, une baisse de la pression fiscale, des coupes claires dans les dépenses de l'État et un retour à l'excédent budgétaire* » (*QVM,* 5/12/98).

Dénoncer les grèves

Directeur adjoint de la rédaction du *Monde,* Pierre George se sent « *droit dans ses bottes, pour affirmer ici que nos amis cheminots commencent à attiger sérieusement ! Qu'à faire grève pour un oui ou pour un non, de préférence le vendredi, et aux prétextes les plus divers, ils assassinent le service public au motif de le sauver !* [...] *À force, trop, c'est trop. Trop de grèves tuent la grève.* [...] *Les cheminots ne sont pas les damnés de la terre, ou du fer. Ils ont un statut enviable, des salaires décents, un système de retraite avantageux.* [...] *On ne saurait se cacher perpétuellement derrière l'usager et le prendre en otage en permanence pour mieux le protéger* » (*QVM,* 28/11/98).

« *Une fois de plus, un très faible nombre de gréviste peut suffire à bloquer environ 30 % du trafic. Par ailleurs, cette grève rappelle* [à la SNCF] *toutes les dérives dont est capable un syndicalisme catégoriel* » (*QVM,* 4/05/99).

Licencier

Vive les licenciements à Moulinex !
« *Il n'y a pas d'alternative au plan de Pierre Blayau si l'on veut sauver Moulinex* » [2] (*QVM,* 21/06/96).

Vive les licenciements au Japon !
Lorsque Renault, dont l'État est actionnaire principal, annonce la suppression de 21 000 emplois dans sa filiale Nissan, le *QVM* trouve « l'État intelligent » (titre de l'éditorial du 20/10/99) : « *Et si l'État était un bon actionnaire ? On a suffisamment dénoncé, et à juste titre, au cours des dernières années, les piètres capacités de l'État propriétaire pour ne pas souligner que, sous certaines conditions, l'État peut aussi être un acteur efficace dans la vie des entreprises.* »

Vive les licenciements à Vilvorde !
[3 100 licenciements] « *Renault va mal. Il lui faut dans l'urgence réduire ses coûts et le nombre de ses usines en Europe pour les spécialiser par modèle. Dans ce cadre, le site de Vilvorde n'est pas compétitif. La politique aurait pu s'imposer contre cette logique [...] Mais contraindre Renault à aller contre son intérêt industriel aurait provoqué, outre la démission du PDG, un véritable séisme. Le message eût été celui d'une rupture avec l'économie ouverte, que M. Jospin n'a jamais imaginée. Reste donc à enrichir le plan social* » (*QVM,* 1/07/97).

Vive les licenciements pour sauver l'emploi !
« *Si Renault – ou le capitalisme français – se refusait à ces gains de productivité aujourd'hui, il mettrait en péril ses perspectives de croissance et donc d'emploi.* [...] *Mais Renault révèle aussi que, dans cette transition vers un capitalisme de marchés, la France n'est encore qu'à mi-chemin.* [...] *Un nouveau pas sera franchi avec l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants, d'un Français d'origine libano-brésilienne ayant fait ses classes aux États-Unis, Carlos Ghosn* [l'auteur du plan de 21 000 licenciements], *à la tête de Renault par exemple !* » (*QVM,* 22/10/99).

Fondre la démocratie dans les fonds de pension

Dans l'édito « Marché et démocratie » consacré à la bataille entre la BNP-Paribas et la Société Générale, l'auteur assimile une offre publique d'échange à un référendum (où seuls les propriétaires disposent du droit de vote) : « *Si l'on doit regretter quelque chose, c'est que, pour ce référendum, le poids des "électeurs" français soit aussi faible et celui des étrangers aussi lourd* » (*QVM,* 17/08/99).

Lécher les patrons

« Bien joué, M. Bébéar », s'exclame un éditorial : « *Les vraies réussites "industrielles" sont trop rares, en France, pour ne pas être saluées. Celle de Claude Bébéar et de son groupe d'assurances AXA, couronnée aujourd'hui par l'absorption de l'UAP, le mérite.* [...] *Elle dote la France d'un géant financier capable de défendre, à l'heure de la mondialisation, les intérêts économiques du pays. Face aux mastodontes anglo-saxons, le mariage des deux assureurs permet à la France de jouer dans la cour des grands.* [...] *Libéral militant (proche du parti républicain), catholique pratiquant et patron ouvert au monde, Claude Bébéar a constamment agi, à la tête de son entreprise, en conformité avec ses idées. Rare, là encore. L'homme croit au marché. Il en joue, sans naïveté* [...] *Militant de "l'entreprise citoyenne", il a certes tiré de sa réussite une fortune personnelle ; mais ses salariés, ses actionnaires et ses clients en ont aussi bénéficié* » (*QVM,* 14/11/96) [4].

Quand deux journalistes interviewent Jack Welch, « *patron emblématique* » de General Electric, une des plus grandes multinationales du monde, les questions sont : « *Vous êtes devenu la référence en matière de management. Avez-vous des chantiers inachevés ?* [...] *Vos méthodes sont copiées par les plus grands groupes. Est-ce une boite à outils ?* [...] *Vous êtes devenu une sorte d'idole pour le monde des affaires. De nombreux PDG s'enferment facilement dans une tour d'ivoire. Et vous ?* » (*QVM,* 20/06/00).

Célébrer le plan Juppé

Après l'annonce du Plan Juppé, un éditorial expliquait : « *La journée du 15 novembre* [1995] *a toutes chances de rester comme la première date utile du pouvoir issu de l'élection présidentielle de mai dernier. Utile au pays car celui-ci a désormais un gouvernement. C'est à dire une équipe capable de prendre une décision qui ont non seulement le mérite de la cohérence, mais qui paraissent dictées par une certaine idée de l'intérêt général, quitte à mettre à mal les corporatismes ou les clientèles électorales. Donc Juppé II gouverne.* » (*QVM,* 17/11/95).

---

1. Rappel : « *Non signé, l'éditorial est une œuvre collective, qui engage l'ensemble du journal* » (11-12/07/99).
2. Dans un éditorial titré « L'exemple britannique », *Le Monde* avait écrit : « *Le débat français, souvent trop dogmatique, pourrait utilement s'enrichir de l'exemple britannique* » (20/11/95).
3. Plan Blayau : 2 600 suppressions d'emplois annoncées, suivies d'un gain de 21 % du cours de l'action. Pierre Blayau est un ami proche d'Alain Minc, président du conseil de surveillance du *Monde.*
4. En 2000, le « citoyen » Bébéar doublera la prime que payent les trisomiques pour couvrir financièrement le « risque ». Axa est actionnaire du *Monde.*

Document PLPL Attac contre Attac

Dans son numéro zéro, *PLPL* s'étonnait de l'association d'Attac avec Matra-Hachette-Lagardère, marchand d'armes et grand groupe de presse et d'édition. Relayée par le n° 160 du *Grain de sable* <www.attac.org>, l'information provoqua des remous chez les militants d'Attac. Un membre du comité Paris 15e proposa une pétition pour changer d'éditeur. Voici la réponse du président Bernard Cassen : « *C'est moi, en liaison avec René Passet, président du Conseil scientifique, qui ai pris la décision de publier nos petits livres aux éditions Mille et Une Nuits. J'en ai évidemment informé le Bureau qui n'a pas considéré qu'il y avait matière à débat. Pourquoi cette décision ? [...] Trois paramètres étaient à prendre en considération : le prix public ; la capacité de diffusion et de distribution de l'éditeur ; la capacité logistique de l'éditeur à faire des envois directs aux comités. En ce qui concerne le prix public, seuls L'Esprit frappeur et les Mille et Une Nuits pouvaient proposer 10 francs. Mais le considérable avantage de l'éditeur retenu, membre du groupe Fayard, est son réseau de diffusion et de distribution très dense et sa réactivité aux demandes de réassorts. [...] Cette collaboration n'implique évidemment – qui pourrait sérieusement en douter ? – aucune allégeance politique, et nous ne nous priverons pas de critiquer le groupe Lagardère quand il le faudra, voire de publier un livre contre lui chez le même éditeur... Le problème de la "symbolique" m'apparaît, en la circonstance, moins important que celui de l'efficacité. Pratiquement* toute *l'édition française est contrôlée par des grands groupes. Nous avons donné la priorité à la diffusion des idées. Et les résultats sont là ! Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer l'impact de l'"effet collection" chez un même éditeur qui nous aidera à vendre des titres moins "porteurs" que les deux premiers [...] J'espère que ces précisions répondront à vos interrogations.* »

Le militant ne s'en est pas laissé compter par ses présidents, ses conseils, d'administration et scientifique : « *Sur la réponse de Bernard Cassen à la polémique sur le choix de l'éditeur Mille et une nuits : je désapprouve totalement ses arguments. Peut-être que le bureau n'a pas considéré qu'il y avait matière à débat mais qu'en est-il des adhérents et des militants ? De plus, l'argument sur la large couverture du réseau de distribution et l'approvisionnement me fait penser au mode industriel du flux tendu appliqué très largement dans la vente de services. "Réactivité", "conditions de performance" me surprennent énormément de la part de quelqu'un qui dirige un journal qui ne cesse de dénoncer la spirale infernale, la fuite en avant vers l'instantanéité, la productivité et la rentabilité à outrance engendrés par l'univers marchand [...] Peut-on combattre un système et en même temps s'en accommoder assez bien tout en prétextant que cela permet de diffuser des idées et des alternatives progressistes à plus grande échelle ? [...]* »

À (re)lire PLPL *Les Prisons de la misère*, de Loïc Wacquant

Largement ignoré par la presse nationale lors du récent débat sur les conditions d'incarcération, *Les Prisons de la misère* de Loïc Wacquant (*Raisons d'agir*, 1999) a retenu l'attention de Philippe Person (*Person magazine*) et de Jean-Marc Rouillan (Action directe).

Il est des livres qui, à l'instar des *Prisons de la misère*, passent relativement inaperçus alors que l'on sent leur sujet essentiel. Je crois que la démonstration radicale de Loïc Wacquant, montrant que l'abandon partout dans le monde occidental, et de manière extrême aux États-Unis, de l'État social, aboutit en contrepartie au développement d'un État pénal qui privilégie l'univers carcéral pour régler les problèmes de la pauvreté, fera bientôt l'objet de succédanés édulcorés, voire fictionnés, ou permettra à un faiseur médiatique de jouer les Cassandre visionnaire. Évidemment, le journaliste-enquêteur qui se démarquera de Wacquant en restera au constat et n'ira pas jusqu'à incriminer le néolibéralisme triomphant et la victoire des thèses idéologiquement douteuses comme la « tolérance zéro » chez les anciens sociaux-démocrates type Blair ou Jospin.

Wacquant, en effet, montre comment, parti des laboratoires idéologiques de la droite conservatrice américaine, le tout-sécuritaire moderne s'est répandu d'abord en Grande-Bretagne puis en Europe continentale et en France particulièrement. À la lumière de Wacquant, on comprend mieux pourquoi aussi peu de gens, parmi ceux qui se proclament authentiquement de gauche, protestent quand Mme Guigou annonce la création de nouvelles prisons, et ne met pas le hola à une politique répressive grandissante qui allonge les peines et incarcère de plus en plus généreusement les délinquants issus des classes populaires. Wacquant confirme ce que je pense depuis longtemps : le prochain reniement idéologique de la gauche sera sur le terrain de la sécurité. Il parle sans mâcher ses mots du « *révisionnisme pénal* » du gouvernement Jospin, s'en prend « *à l'aggiornamento idéologique de la gauche gouvernementale visant à redéfinir le périmètre et les modalités d'action de l'État, dans un sens restrictif au plan économique et social, et expansif en matière policière et pénale* » [...].

PHILIPPE PERSON
Person magazine, n° 6, avril 2000
Exemplaire disponible sur demande contre une enveloppe timbrée chez son auteur : 127, bd Pereire, 75017 Paris

Cher Monsieur,

Votre livre nous est parvenu et je tiens à vous en remercier au nom de mes co-détenus. Depuis, il circule de cellule en cellule. J'ai déjà dû en colmater la structure à grands renforts de ruban adhésif !

J'ai la certitude que ce travail apporte une conscience nouvelle à tous ceux qui vivent, dans leur chair et leur esprit, le durcissement des politiques pénales. Je le constate dans nos discussions. Les détenus sont d'autant plus intéressés et troublés que vous allez au-delà de leur situation carcérale pour non seulement la dénoncer, mais lui donner un sens et une approche globale et transnationale – l'allongement des condamnations, le recul des mesures d'application des peines, la lente agonie des centres scolaires et des activités culturelles...

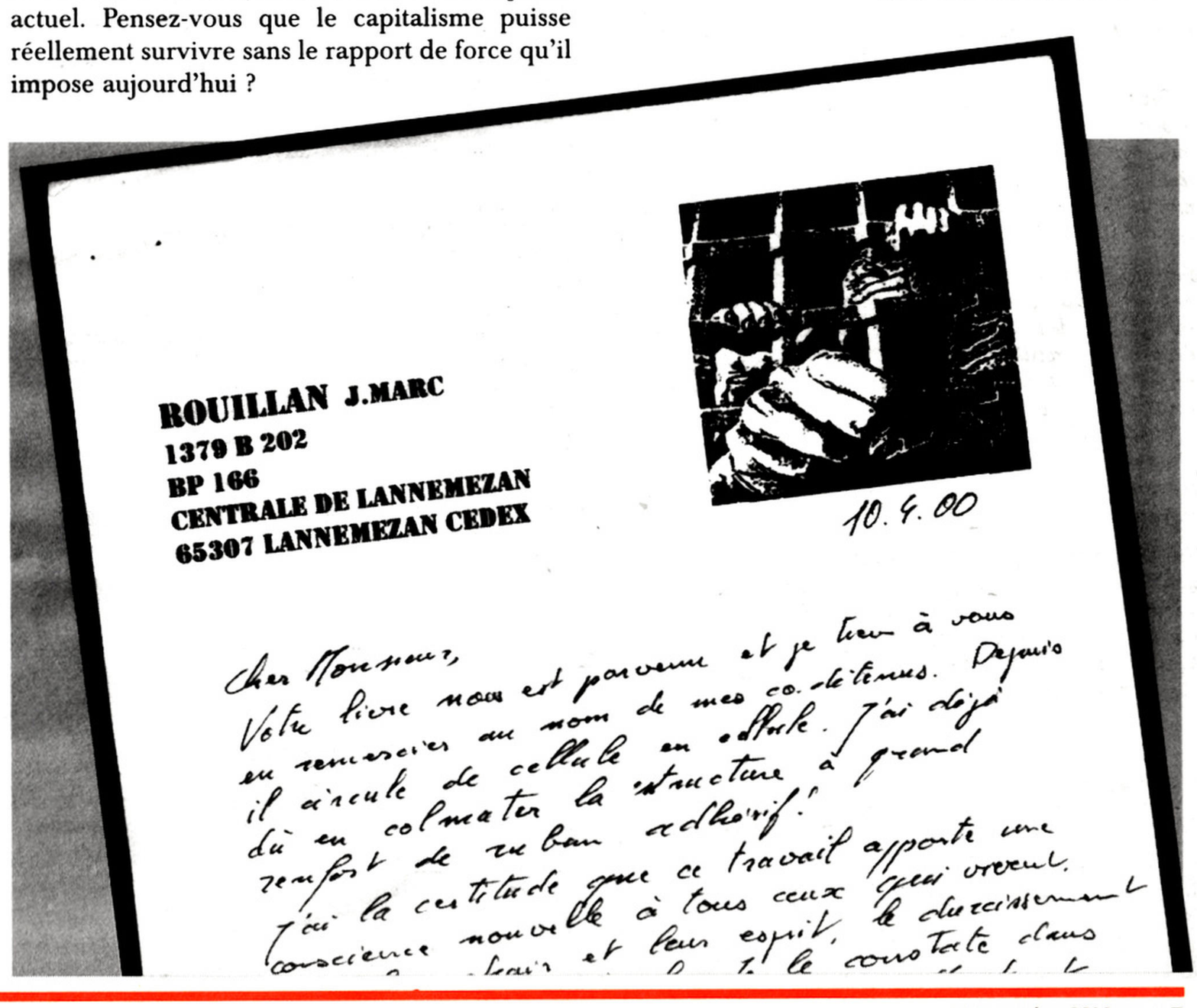
En tant que prisonnier révolutionnaire, j'oppose malgré tout à votre démonstration quelques critiques ; essentiellement à propos de votre défense d'un État social (illusion) face à l'État pénal actuel. Pensez-vous que le capitalisme puisse réellement survivre sans le rapport de force qu'il impose aujourd'hui ?

Le néolibéralisme n'était-il pas la seule solution possible (du point de vue de la bourgeoisie) à la crise du fordisme ? Le saut à un nouveau modèle d'accumulation ne reposait-il pas avant tout sur la répression du prolétariat et de ses aspirations, et ne se reproduit-il pas en réprimant les misères et les révoltes produites par la qualité de précarité globale ? Sans peur de passer pour un incorrigible « paléobolchevik », un « incompatible », je dirai qu'il est impossible de situer l'État pénal (et son devenir) sans une étude de la composition/lutte des classes dans l'ensemble du système impérialiste.

Merci de votre attention ¡ *Venceremos* !
Salutations révolutionnaires
Jean-Marc

Centrale de Lannemezan, le 10 avril 2000

Jean-Marc Rouillan
1379 B 202
Centrale de Lannemezan
65307 Lannemezan CEDEX



PLPL vous offre ... des têtes à découper

« On est partis pour 20 ans de plaisir* »

AOL & Time Warner se groupent

Jean-Luc Lagardère (groupe Lagardère)

Jurgen Schrempp (groupe Daimler Chrysler)

Gerhard Schroder (groupe Allemagne)

Lionel Jospin (groupe socialiste)

Dominique Strauss-Kahn (groupe Mnef)

Jean-Marie Messier (groupe Vivendi)

Edgar Bronfman (groupe Seagram)

Pierre Lescure (groupe Canal +)

Jean-Luc (groupe Jean-Luc)

Arnaud Lagardère (groupe à papa)

Pierre Lescure (groupe Canal +)

Jean-Marie Messier (groupe Vivendi)

Robert Seelert (groupe Saatchi)

Maurice Levy (groupe Publicis)

Michel Bon (groupe France Télécom)

Roger Snook (groupe Orange)

Dominique Strauss-Kahn (groupe socialiste)

Anne Sinclair (groupe Bouygues)

Karl Lagerfeld (groupe Abattement fiscal)

C'était une déclaration inoubliable de Jean-Marie Messier

Imprimerie PANORAMA OFFSET - ✆ 04 91 61 52 52